

uni·es contre les **violences** *sexistes et sexuelles*



Il n'y aura pas d'égalité sans lutte contre les violences.

Malgré quelques minces avancées, notamment depuis #MeToo, les femmes et les minorités de genre subissent des violences sexistes et sexuelles dans la vie comme au travail.

7 ans après le lancement de l'égalité femme-homme comme « grande cause du quinquennat », le bilan du Président de la République reste médiocre. Les associations spécialisées alertent régulièrement sur le manque de moyens qui leur sont alloués. Le budget de 184,4 millions d'euros pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles est très éloigné des 3 milliards d'euros qu'il faudrait que l'État consacre pour lutter efficacement contre les violences*.

Ce manque de moyens se retrouve aussi au travail : pas ou peu de mesures de prévention (formations, sensibilisations) sont mises en place au sein des entreprises et des administrations, par manque de volonté des employeurs.

(*Source : Fondation des femmes, 2023).

80 % des femmes déclarent avoir été victimes de sexisme au travail

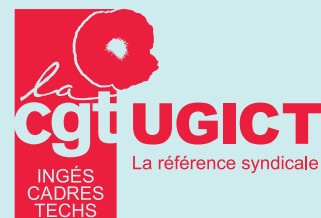
Source : Rapport du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, 2013.

1/3 des femmes disent avoir déjà été harcelées ou agressées sexuellement au travail.

Source : Ifop / Fondation Jean Jaurès, 2019.

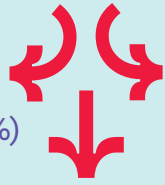
ugictcgt.fr/25-novembre

ugictcgt.fr/vsst



Il y a seulement...

la moitié
des cadres (49%)



1/3 des professions
intermédiaires (32%)

qui déclarent bénéficier de mesures
de prévention des violences sexistes
et sexuelles sur leur lieu de travail.



Quand ils sont informé-es de situations de violences sexistes et sexuelles les employeurs ne prennent pas les mesures appropriées pour y mettre fin, les sanctionner et prendre en charge leurs conséquences.

Baromètres
Ugict/Viavoice

2/3

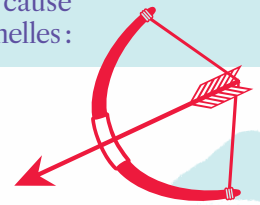
des cadres et des professions
intermédiaires disent que les auteurs
de violences sexistes et sexuelles
sur le lieu de travail n'ont pas été
sanctionnés par l'employeur.

Baromètres
Ugict/Viavoice

Les formes de violences que subissent les femmes et les minorités de genre sont complexes et peuvent s'imbriquer. En plus des inégalités professionnelles, les femmes cadres et professions intermédiaires subissent une forme spécifique de sexisme au travail. Il consiste en une remise en cause permanente de leurs qualifications et de leurs compétences professionnelles :

57%

des femmes ont subi
des remarques sexistes
remettant en cause leurs
capacités à manager un
service ou une entreprise.



Rapport du Conseil
supérieur de l'égalité
professionnelle f/h
CSEP/LH2. 2013.

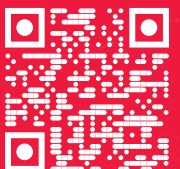
*Ces chiffres peuvent ne pas être
une fatalité, si nous agissons.
Fini le : « mais non... ça n'arrive
pas chez nous ! », et la politique
de l'autruche. Dans nos entreprises
et nos administrations : nous
pouvons mettre fin aux violences
sexistes et sexuelles et soutenir
les femmes qui les dénoncent.*

Pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles
au travail l'Ugict-CGT propose :

- * la prise en compte de la convention 190 de l'OIT sur les violences et le harcèlement dans le monde du travail dans le Code du travail et le statut de la fonction publique.
- * le renforcement des prérogatives des institutions représentatives des travailleur-ses.
- * la mise en place d'heures de sensibilisation obligatoires pour tou-t-es les salarié-e-s et de formations obligatoires pour tou-t-es les managers, RH et professionnel-les en contact avec les victimes.
- * la mise en protection des victimes contre le licenciement et les sanctions.

Le 25 novembre, journée internationale de lutte
contre les violences faites aux femmes, faisons
entendre nos voix pour exiger de véritables
politiques de prévention au travail et dans la vie.

*Vous voulez vous mobiliser
pour le progrès social
en France et en Europe ?
Rejoignez-nous!*



uni·es contre les **violences** *sexistes et sexuelles*



Il n'y aura pas d'égalité sans lutte contre les violences.

Malgré quelques minces avancées, notamment depuis #MeToo, les femmes et les minorités de genre subissent des violences sexistes et sexuelles dans la vie comme au travail.

7 ans après le lancement de l'égalité femme-homme comme « grande cause du quinquennat », le bilan du Président de la République reste médiocre. Les associations spécialisées alertent régulièrement sur le manque de moyens qui leur sont alloués. Le budget de 184,4 millions d'euros pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles est très éloigné des 3 milliards d'euros qu'il faudrait que l'État consacre pour lutter efficacement contre les violences*.

Ce manque de moyens se retrouve aussi au travail : pas ou peu de mesures de prévention (formations, sensibilisations) sont mises en place au sein des entreprises et des administrations, par manque de volonté des employeurs.

(*Source : Fondation des femmes, 2023).

80 % des femmes déclarent avoir été victimes de sexisme au travail

Source : Rapport du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, 2013.

1/3 des femmes disent avoir déjà été harcelées ou agressées sexuellement au travail.

Source : Ifop / Fondation Jean Jaurès, 2019.

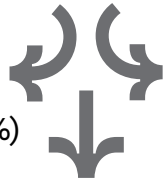
ugictcgt.fr/25-novembre

ugictcgt.fr/vsst



Il y a seulement...

la moitié
des cadres (49%)



1/3 des professions
intermédiaires (32%)

qui déclarent bénéficier de mesures
de prévention des violences sexistes
et sexuelles sur leur lieu de travail.



Quand ils sont informé·es de situations de violences sexistes et sexuelles les employeurs ne prennent pas les mesures appropriées pour y mettre fin, les sanctionner et prendre en charge leurs conséquences.

Baromètres
Ugict / Viavoice

2/3

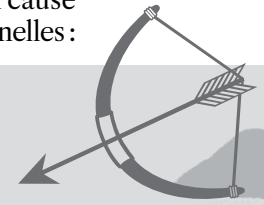
des cadres et des professions
intermédiaires disent que les auteurs
de violences sexistes et sexuelles
sur le lieu de travail n'ont pas été
sanctionnés par l'employeur.

Baromètres
Ugict / Viavoice

Les formes de violences que subissent les femmes et les minorités de genre sont complexes et peuvent s'imbriquer. En plus des inégalités professionnelles, les femmes cadres et professions intermédiaires subissent une forme spécifique de sexisme au travail. Il consiste en une remise en cause permanente de leurs qualifications et de leurs compétences professionnelles :

57%

des femmes ont subi
des remarques sexistes
remettant en cause leurs
capacités à manager un
service ou une entreprise.



Rapport du Conseil
supérieur de l'égalité
professionnelle f/h
CSEP/LH2. 2013.

*Ces chiffres peuvent ne pas être
une fatalité, si nous agissons.
Fini le : « mais non... ça n'arrive
pas chez nous ! », et la politique
de l'autruche. Dans nos entreprises
et nos administrations : nous
pouvons mettre fin aux violences
sexistes et sexuelles et soutenir
les femmes qui les dénoncent.*

Pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles
au travail l'Ugict-CGT propose :

- * la prise en compte de la convention 190 de l'OIT sur les violences et le harcèlement dans le monde du travail dans le Code du travail et le statut de la fonction publique.
- * le renforcement des prérogatives des institutions représentatives des travailleur·ses.
- * la mise en place d'heures de sensibilisation obligatoires pour tou·tes les salarié·e·s et de formations obligatoires pour tou·tes les managers, RH et professionnel·les en contact avec les victimes.
- * la mise en protection des victimes contre le licenciement et les sanctions.

Le 25 novembre, journée internationale de lutte
contre les violences faites aux femmes, faisons
entendre nos voix pour exiger de véritables
politiques de prévention au travail et dans la vie.

*Vous voulez vous mobiliser
pour le progrès social
en France et en Europe ?
Rejoignez-nous!*

